

245

Domaine public

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 245 18 octobre 1973
Dixième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement

pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974 : 43 francs

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Eric Baier
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Jean-Claude Favez
Georges Haldas

Les pieds froids

Les grands sujets appellent la pudeur. Le conflit du Proche-Orient est, de la sorte, un de ces sujets d'émotion.

Or il suscite, en Suisse et en Europe, le contraire d'une pudeur, c'est-à-dire d'une émotion. Les sentiments, ou l'absence de sentiments constatés sont d'abord l'indifférence — voir l'affichette de la « Gazette de Lausanne » : « Une guerre qui ne passionne pas » — indifférence qui cesse à l'idée que les retombées des batailles pourraient avoir pour conséquence le rationnement de l'essence-super dominicale.

L'indifférence est ensuite accompagnée du voyeurisme télévisé. Après Monzon-Bouttier, Israël-Egypte. A qui le premier round, à qui le deuxième ? Knock-out ou résultat aux points ? On ne se passionne qu'après avoir pris la distance qui de l'événement fait un spectacle.

Cette attitude est d'ailleurs le reflet de la politique des grandes puissances.

Elles organisent le jeu de leur impérialisme et les règles du combat. Elles ne veulent pas d'un combat à mort ; elles sont d'accord pour qu'il se déroule entre les quatre cordes du ring (voir la déclaration de Henri Kissinger assurant, alors que l'URSS met sur pied le ravitaillement en armes des pays arabes et que Washington envisage de livrer les moyens nécessaires à Israël, que « la détente n'est pas vraiment menacée »). Ces limites étant admises, elles participent allègrement à la course aux armements.

Comme l'armement est un gigantesque gaspillage à l'échelle du monde, les grandes puissances ne jugent pas gaspillé l'armement détruit par milliards de francs au Sinäi ou au Golan. De toute façon, pensent-elles, il aurait fini à la ferraille. On devine même que pour certains, les armes, cette fois, ne sont pas gaspillées, puisqu'elles sont utilisées.

De surcroît, ces milliards en ferraille de tanks ne sont pas distraits des sommes que l'on pourrait consacrer à la hausse du niveau de vie et à la solution pacifique des problèmes du Proche-Orient : toujours le même raisonnement cynique. Ces milliards étaient, quoi qu'il en soit, voués à la stérilité des armes. On ne prive donc personne : exportés ou pas exportés, détruits au combat ou par la rouille, ces milliards étaient convertis en tanks. Ça n'aurait pas fait un centime de plus pour des tâches humaines. C'est comme les hommes : ils étaient destinés à mourir.

Pourquoi rêver que les grandes puissances puissent ne pas être cyniques ? Mais le cynisme au petit pied de l'Europe, et tout particulièrement de la France, fidèle au moins en ce domaine à l'héritage gaulliste ?

On est surpris que la gauche, si sensible par exemple à l'exportation des canons, ne trouve pas étrange ces formidables armements vendus à des puissances qui désirent en découdre.

La dénonciation de la guerre avait (faut-il écrire « jadis » ?) une vertu intellectuelle révolutionnaire, même chez des marxistes qui n'étaient pas pacifistes.

Aujourd'hui, on vote des résolutions de fanatisme pantouflard.

L'existence d'Israël (dont on mesure une fois de plus la fragilité) et celle du peuple palestinien (mais qui impliquerait que l'Égypte admette que Gaza n'est pas égyptienne, pas plus que la Cis-jordanie n'est jordanienne) exigeraient que l'Europe, et en Europe la gauche, croie à la force révolutionnaire de la paix.

Mais on est d'autant plus zélé à enfiler les pantoufles du conformisme que, faute de mazout, on risque d'avoir froid aux pieds.

A Besançon, après l'euphorie la résistance continue

« En ce qui me concerne, Lip, c'est fini ! » Ces mots du premier ministre français Messmer marquaient, à la fin de la semaine passée, le désengagement gouvernemental dans une épreuve de force née il y a six mois du refus des travailleurs de Besançon d'entériner par une mise en faillite de graves manquements patronaux dans la gestion de l'entreprise Lip. A ce jet de l'éponge officiel, les « Lipiens », réunis en une assemblée du personnel, répondaient par un nouveau durcissement de leurs positions : à une large majorité (626 voix contre 174), ils repoussaient le « plan Giraud » de compromis (989 réembauchements dans la nouvelle société Lip et 159 licenciements sans garantie de reclassement). Situation paradoxale selon l'imagerie des mass media : un des combattants revenait ainsi sur le ring, plus agressif que jamais, tandis que l'autre quittait l'arène sans autre forme de procès.

Depuis des mois, l'opinion française, et suisse dans une moindre mesure, suit les péripéties du face à face. L'intérêt, phénomène rare dans les annales journalistiques, ne s'est guère émoussé au long

des semaines. Mais l'attention s'est peu à peu déportée, des péripéties de la lutte proprement dite sur le terrain à l'évaluation de l'enjeu économique et social. La marche sur Besançon était venue à point nommé pour souligner combien il était indispensable de sortir aussi des chiffres en revenant au côté humain de l'affrontement, et de rompre l'isolement de ces quelques centaines de travailleurs aux prises avec la machinerie capitaliste.

La manifestation s'était déroulée dans l'enthousiasme général, mais déjà les « Lipiens » (comme on le verra plus bas) s'étaient retrouvés seuls avec les problèmes quotidiens de leur combat. Parmi ces derniers, au premier chef, la difficile unité, syndicale en particulier, face au front commun patrons-gouvernement. A vrai dire, déjà pendant le rassemblement, la CGT avait pris ses distances en fermant son stand en signe de protestation contre la présence gauchiste. Puis, face à la fermeté officielle, la centrale syndicale communiste n'a pas caché son amertume lorsque fut rejeté son mot

Une assemblée générale chez Lip

(...) Mercet (CGT) :

Mais ça, je ne conteste pas l'organisation... Y compris les hommes de Révolution pouvaient se trouver là. Mais leurs banderoles n'avaient pas à figurer parce que ce sont des banderoles politiques (*sifflets*)... Est-ce que vous vous êtes aperçu un petit peu des slogans qui étaient criés par ces gens-là ! « *Le démantèlement, on s'en fout !* » C'est ça que vous voulez ? C'est pour ça que vous vous battez ? (*agitation, huées*).

Une voix dans la salle :

Et le Programme Commun, vous en avez parlé hier !...

Mercet :

Il y avait combien de banderoles qui soutenaient Lip ? Aucune ! (*cris hostiles*).

Piaget :

Ecoutez ! On va laisser la CGT s'exprimer jusqu'au bout ! Elle dira ce qu'elle a à dire, et ensuite la parole sera à tous. Mais laissez-les s'exprimer correctement. Surtout, ce que je voudrais surtout, c'est qu'on soit positif ! Cette marche a été formidable ! Ne la démolissons pas par des petits trucs. Parce que ça, c'est quand même des broutilles ! (*applaudissements*).

Mercet :

Mais il n'est pas question de démolir la marche ! Mais simplement d'éviter que des incidents de ce genre se reproduisent, c'est tout ! (*agitation*).

Piaget :

Ce qui est remarquable, c'est qu'il n'y a eu aucun incident ! (*applaudissements*). Ce qui est remar-

d'ordre de reprise du travail parallèlement à la poursuite des négociations.

Il n'est pas question, pour le moment, de trancher entre les positions respectives des partisans du combat « dur » et de leurs opposants minoritaires. Cependant, la mise à jour de ces importantes frictions doit avoir au moins le mérite de rappeler un acquis, quelle que soit la sanction économique et financière de l'affaire Lip : la nouvelle forme de lutte expérimentée à Besançon, qu'il faut analyser, dont il s'agit de suivre les retombées. Il y a loin de cette démarche à la résignation devant les « couacs » syndicaux.

A cet égard, l'hebdomadaire « Politique Hebdo », notre confrère français, poursuit semaine après semaine un effort remarquable de réflexion et de synthèse. Un des derniers documents qu'il publie (numéro du 4 octobre) est tout spécialement significatif ; il s'agit de la reproduction intégrale du premier quart d'heure de l'assemblée générale du 1er octobre, convoquée pour tirer, à chaud, un premier bilan de la marche sur Besançon. Nous publions ci-dessous de larges extraits du débat en question. Tout y est : le climat exceptionnel, l'enjeu, et les difficultés...

quable, c'est que tous les groupes qui sont venus et qui d'habitude sont ceux qu'on dénonce comme étant des fauteurs de troubles se sont conduits d'une façon correcte ! (*ovation prolongée*)...

A l'intérieur de ces groupes, il y avait une grande quantité de travailleurs. On a discuté avec eux, il y avait beaucoup de travailleurs avec eux et tout s'est bien passé ! On le rappelle, c'est positif et heureusement ! Il y avait le défilé, le grand meeting syndical, parce que les groupes dont on parle on ne va pas polariser toute la discussion là-dessus. Ils représentaient peut-être un tiers de la manifestation, les deux tiers étant assurés par la CFDT et la CGT ! (*applaudissements*).

Mercet :

Oui, s'il n'y a pas eu d'incident, c'est parce qu'il y avait un service d'ordre qui était un petit peu... (*clameur et protestations*)...

Piaget :

Oh, n'oublions pas le problème de l'unité, enfin, mince ! On a des choses à se dire, des choses franches ! N'attaquons pas n'importe comment ! S'il vous plaît, de toutes façons, la parole est à Mercet.

Mercet :

Et nous, nous continuons à penser que le problème Lip, c'est avant tout le problème des Lip (*applaudissements*). Que les autres soient venus pour nous soutenir, c'est une chose... Mais que nous avons, nous, à prendre les choses en main... (*interpellation d'un travailleur dans la salle*).

Piaget :

N'interrompons pas... C'est ça aussi la démocratie ! Ecoute ! Il y en a un qui a la parole, c'est normal ! Mercet s'exprime au nom de la CGT. On écoute. On réfléchit, et puis ensuite, on s'exprime et on essaie d'aller du côté positif ! On ne cherche pas à se démolir les uns les autres !... (*applaudissements*).

Mercet :

Je disais donc que notre lutte, c'est avant tout le problème des Lip et que, depuis quelques semaines, on s'aperçoit quand même que les choses se désagrègent. Il faut le dire... (*huées, protestations*)...

Je regrette, il n'y a qu'à voir les assemblées générales (*les protestations redoublent*)... Vous faites exprès de ne pas regarder autour de vous, non ? (*agitation*). Et nous pensons qu'il faut rapidement reprendre les choses en main ! Et c'est indispensable... Et que c'est à vous, travailleurs de Lip, et à vos organisations syndicales, de faire le nécessaire pour que les Lip se retrouvent tous ici, unis pour terminer la lutte, et en espérant qu'elle se solutionnera rapidement (*applaudissements*).

Piaget :

En ce qui concerne la CFDT, pour nous, on voit d'abord et avant tout le formidable succès de la marche (*applaudissements*). On voit d'abord et

avant tout qu'il y a eu 100 000 personnes, 100 000 travailleurs...

La salle :

Plus !... Plus !...

Piaget :

Ah, on ne va pas se bagarrer sur les chiffres ! Et on a senti à quel point Lip était un catalyseur pour tous ces travailleurs qui étaient venus ici pour chercher quelque chose ; qu'ils venaient apporter la solidarité ; et qu'ils venaient encore plus pour pouvoir repartir dans leurs entreprises de façon à lutter plus durement et plus efficacement sur leurs problèmes. A notre avis, ça il faut le dire, ça, ça nous a fait chaud au cœur, alors là, je crois que... (*applaudissements nourris*)...

Nous les Lip, on a été renforcés. C'est certain qu'on allait voir des groupes de gauche et d'extrême-gauche venir dans ce défilé !... On ne s'attendait pas à voir l'UDR quand même !... A partir de là, il n'y a pas de confusion (*applaudissements*). Ce qui est certain, c'est que l'essentiel de ce que nous avons exigé ait été respecté ! C'est quand même extrêmement positif ! (*applaudissements*). Alors, qu'il y ait eu des bavures, ben oui ! Mais enfin les bavures pour nous, ça ne pourra pas cacher la forêt qui a été véritablement extrêmement importante !

... Il faut quand même savoir que, du côté de la Préfecture, ils espéraient que tout allait s'écrouler avec le mauvais temps ; que la manifestation allait se désagréger. C'était vraiment mal connaître les travailleurs, qui supportaient de façon sensationnelle ce temps, et qui sont remontés, en chantant, pour beaucoup avec le sourire, et qui sont retournés encore, sur le terrain, pour une bonne part ! Et quand on y est allé, là-bas, on a été suffoqués parce qu'on ne croyait pas que les gars avaient la foi de discuter de tous ces problèmes, et de discuter longuement. Or ça, c'est véritablement dire que c'est révélateur ! C'est révélateur d'une richesse ! Au contraire, à notre avis, le mouvement n'a jamais été aussi bien ancré que maintenant (*ovation prolongée*) (...).

Retour en Grèce

Lointaine musique
mourant sur les collines
Feu d'or
du pays retrouvé

Sur le visage
un souffle tiède
ô dieux
vous êtes là

C'était ça la patrie :
Poser un pied soudain
sur ce tapis de cendre
Et marcher comme on vole

Pendant que le soleil
comme un cœur délivré
redescend vers la mer

Georges Haldas

Birr, village européen

Le village de Birr, dans le district de Brugg en Argovie, vit à l'heure européenne. Plus de la moitié de ses habitants (2634) sont étrangers : cette petite commune comptait en effet, au 30 juin dernier 1233 Suisses et 1401 étrangers. Un cas exceptionnel pourtant, puisque dans le même district, deux localités, Linn et Mandach, ne comptaient aucun résident étranger, alors que six autres n'en abritaient que moins de 10. Mais quelle sera au juste la signification du prochain vote des Suisses de Birr ?

Qui devait partir, les licenciés ou la direction de la TV?

Deux ans de travail inutile : le tribunal arbitral chargé de se prononcer sur le licenciement de six collaborateurs de la TV romande a travaillé deux (!) ans pour rien. A peine les conclusions des juges publiées, la direction générale de la SSR réaffirmait sa certitude d'être dans son bon droit, même si les conclusions du tribunal paraissaient être quelque peu critiques à l'égard de MM. Schenker et consorts. Qui a cru du reste un instant à la réintégration possible des licenciés ?

Et il est vrai que le tribunal, traité par dessous la jambe par la police qui n'a pas jugé utile de lui communiquer ses « preuves » (un cénacle dans lequel voisinent trois juges fédéraux est suspect), a jeté l'eau bénite à droite et à gauche, reconnaissant à la fois les torts de la SSR et ceux « vraisemblables » des licenciés.

Il reste à éclairer les faits. L'affaire, puisqu'il y a « affaire », des licenciés témoigne d'un malaise, exprimé à d'autres occasions (rapport Diserens, grève). A-t-il été extirpé par l'expulsion d'éléments gênants présumés coupables ? N'est-on pas fondé à croire que la méthode de direction de l'entreprise est ici en cause ? Une méthode incarnée par MM. Schenker et Broillet, soutenue par le comité romand de la SSR, qui ont engagé là, haut et ferme, la réputation de l'entreprise. Une méthode artisanale, notamment sur le plan des relations avec le personnel et de l'organisation générale, qui n'est plus de mise à l'âge de la TV et dans l'état de son développement. Il reste à la direction de la TV, à M. Broillet dont la main-mise politique se fait toujours plus pesante, à tirer la leçon de cet échec et à s'en aller.

Sont antinomiques, dans les rapports de travail, les droits et les devoirs stricts découlant d'une réorganisation rendue nécessaire par la taille de la TV, et le climat d'à-peu-près dans les décisions, révélé timidement par le tribunal arbitral.

Mobilité équité sociale et bonheur

En partant du livre d'Ivan Illich, « Energie et Equité », dans DP 243, nous indiquions que son contenu avait plus à faire avec la notion de mobilité qu'avec celle d'énergie. C'est dans ce sens que nous revenons ici sur ce libelle qui analyse avec grande lucidité et originalité les problèmes posés par l'excessive mobilité contemporaine. (réd.)*

Illich note avec justesse que toujours plus de mobilité ne conduit pas à plus de bonheur réel : « L'évolution humaine a pris place dans un cadre physique (les relations avec l'environnement) et mental (la perception de l'espace) auquel le développement de l'industrie des transports inflige d'irréremédiables dommages. »

Il observe également que « l'industrie du transport dicte la configuration de l'espace social ». La facilité de transport a engendré les concentrations commerciales, les dortoirs urbains et les résidences secondaires, avec toutes les implications que cela comporte en matière d'aménagement du territoire. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre le refus récent d'un métro par le peuple zurichois. Au nom d'une meilleure, d'une plus grande mobilité, au nom de la protection de l'environnement, il fallait voter « oui ». Et pourtant, malgré les recommandations de tous les partis (à l'exception des Jeunes socialistes), la majorité a dit « non ». « Non », parce que la situation actuelle ne paraît pas « mauvaise » (sauf pour les imbéciles qui veulent à tout prix se rendre au centre de la ville en voiture), « non » à la transformation du centre en quartier de bureaux et en centres d'achat pour une vaste population (à la manière de Manhattan).

* De nombreux lecteurs nous ont demandé la référence exacte : « Energie et équité », Ivan Illich, Editions du Seuil 1973. Toutes les citations faites de cet ouvrage correspondent à l'édition 2^e trimestre 1973.

Il est temps de prendre conscience qu'il existe en matière de mobilité individuelle des limites à ne pas dépasser si l'on veut maintenir un environnement physique et social acceptable. Le coût bas de l'énergie, et partant de l'énergie mécanique a engendré une mobilité artificielle, pernicieuse et inutile. Et pourtant, « ... les milieux sociaux peuvent encore connaître un développement conjugué dans l'harmonie... si les usagers se remettent à aimer comme un territoire leur îlot de circulation et à redouter de s'en éloigner trop souvent » (p. 57).

Mobilité inéquitable

Illich défend la thèse que le transport mécanique suscite des privilèges et engendre l'inégalité sociale. Il exprime fort joliment comment la disponibilité des transports rapides a un effet multiplicateur sur l'inégalité dont bénéficient les privilégiés de l'éducation universitaire quasi gratuite : « Ainsi un homme est-il justifié de consommer des fonds publics, qui augmentent la « quantité » annuelle de ses voyages, par la somme de fonds publics déjà consacrée à augmenter la durée de sa scolarité. Parce qu'il capitalise le savoir, sa valeur potentielle comme outil de production intensive lui assure le droit de capitaliser la route et le ciel.

» Des facteurs d'ordre idéologique peuvent aussi ouvrir ou fermer l'accès à un avion, à une voiture de fonction, et servir à rationner une denrée de luxe, acquittée pourtant grâce aux deniers de l'Etat, c'est-à-dire sur l'argent et le travail de toute la collectivité. S'il est vrai que la ligne juste de Mao a maintenant besoin d'avions à réaction pour se répandre en Chine, cela ne peut que signifier l'émergence d'un espace/temps propre aux cadres et différent de l'espace/temps des masses. La suppression des niveaux de vitesse intermédiaires en Chine populaire a certainement rendu la concentration du pouvoir plus efficace et plus rationnelle, elle n'en souligne pas moins que le temps de l'homme qui se laisse porter par son

buffle vaut beaucoup moins cher que le temps de l'homme qui se fait transporter par un « jet ». La vitesse concentre l'énergie et le pouvoir sous les fesses de quelques-uns et dédommage la masse des autres, de plus en plus à court de temps, en insinuant en eux le sentiment de rester à la traîne » (p. 33).

Pourtant, dans l'ensemble, on peut se demander s'il y a fondamentalement inégalité réelle dans l'emploi des moyens de transport plus coûteux et si le « bonheur » individuel correspondant s'en trouve affecté de façon profonde. Pour les déplacements quotidiens, la petite cylindrée remplit le même rôle, sinon mieux, que la grosse américaine. Même constatation pour des transports publics efficaces. Quant à des vacances bien comprises, on a trop tendance à aller chercher à 1000 kilomètres ce que l'on pourrait trouver près de chez soi. On peut à la rigueur reconnaître que le voyage au long cours donne « cet avantage marginal qui flatte par sa rareté, sa cherté et la discrimination sous-entendue » (p. 32). Mais est-ce ça la justice sociale ? En Californie, par ailleurs, le superchic, le fin du fin, pour la bonne société éclairée, c'est de laisser sa voiture au garage et d'aller au travail à vélo...

Le Grand Soir : transports publics gratuits

Pour assurer l'équité sociale en matière de transports, ne suffirait-il pas alors d'instituer des transports publics gratuits ?

Revenons à Illich : « Vouloir établir un système de transports motorisés libres et gratuits, est une rêverie utopique. C'est bien d'une utopie qu'il s'agit : un système de transport, financé par un impôt progressif sur le revenu, et conçu de telle sorte que le premier venu soit le premier servi, sans priorité reconnue à personne. Une telle utopie égalitaire ferait des usagers des égaux, également prisonniers du transport. Privé de l'usage de ses deux pieds, le citoyen de cette utopie motorisée deviendrait lui-même l'agent de la prolifération des réseaux de transport » (p. 41).

La gratuité ne ferait qu'augmenter la densité de mouvements. L'équité ne doit pas être atteinte par la gratuité des hautes vitesses, mais par le renoncement aux déplacements rapides et fréquents.

Un plaidoyer pour le vélo

Illich prône avec brio les avantages d'une mobilité basée sur la seule énergie humaine, par la marche et la bicyclette. Et par là-même, il plaide pour un

Un réseau national de pistes cyclables

« Mais il y a un siècle est apparue la bicyclette. Elle fit franchir au mouvement du corps un dernier seuil qui est aussi sa limite, car elle constitue un merveilleux outil qui tire parfaitement parti de l'énergie métabolique pour accélérer la locomotion. »

Le vélo demeure un moyen de transport efficace et moderne. Malgré ses mérites, la circulation automobile a banni ce moyen de transport de nos rues et de nos routes. C'est aujourd'hui risquer sa vie que de vouloir se déplacer en vélo, et c'est risquer la vie des enfants que de les laisser circuler ainsi sur la voie publique. Rétablir le vélo comme moyen de transport urbain sûr et rapide devrait être un des objectifs premiers de la conception globale des transports élaborée maintenant par la Confédération. Dans une politique des transports bien comprise, la piste cyclable n'est pas moins importante que les autoroutes.

Le règne du piéton

Le centre des villes est aujourd'hui de plus en plus rendu à son propriétaire légitime, le piéton. Les transports publics prennent — dans certaines villes — le haut du pavé, ne laissant à l'automobile que la portion congrue des artères

retour à une vie restant dans un cadre ne débordant pas trop de l'horizon visible.

Il reconnaît pourtant le rôle important que peuvent jouer les transports mécaniques, tant pour le bien-être que pour l'élargissement de l'horizon intellectuel. Mais il y ajoute cette règle fondamentale : « La coexistence de véhicules à moteur et de véhicules dépendant de la seule énergie humaine sera pacifique si les seconds ont l'absolue préséance » (p. 53).

B. P.

principales. L'étape suivante, c'est de réserver aux cyclistes des voies d'accès exclusives vers les centres urbains. De cette manière, l'utilisation des moyens de transport rapides — 20 km/h, c'est rapide en zone urbaine — deviendrait possible.

On vient de lancer une initiative faisant obligation à la Confédération de mettre sur pied un réseau national de chemins pédestres. L'idée est sympathique. Mais la marche — en tant que moyen de déplacement — n'a guère d'importance au-delà des limites communales. La bicyclette revêt, elle, une tout autre signification, à la fois comme exercice physique et comme moyen de déplacement. Un réseau national de pistes cyclables mérite toute l'attention des cantons et de la Confédération.

Pourquoi pas aussi un effort sur le plan national pour les pistes cyclables ?

« Les aménagements publics pour les bicyclettes coûtent proportionnellement moins cher que pour les voitures. » Bordures cyclables sur routes existantes, ou mieux pistes parallèles et séparées, ruelles, rues ou routes réservées, sont des aménagements qui ne ruinent pas l'Etat et qui peuvent pourtant faciliter les déplacements de tout un chacun.

Le dernier mot à Illich : « Il reste maintenant, à ceux qui prétendent qu'on peut mieux faire en matière de circulation, à le prouver. »

Consommateurs de tous les pays...

Sur trois fronts au moins, les consommateurs sont à l'ordre du jour en République fédérale allemande. Et il n'est pas sans intérêt de donner quelques détails sur les opérations en cours, tant il est vrai que la Suisse se met progressivement au diapason mondial en la matière et que l'actualité d'outre-Rhin aura une influence sur notre développement.

En Allemagne donc, sur le plan législatif d'abord, grand branle-bas gouvernemental. Une série de lois vont prochainement renforcer la protection des consommateurs, mais faute de pouvoir estimer précisément les répercussions financières et économiques de ses décisions (présentées en une première version le 22 août dernier lors d'une réunion du Cabinet), le Gouvernement fédéral s'est donné un délai de réflexion.

Parmi les mesures envisagées, l'introduction d'une clause pour la protection des consommateurs dans tous les projets du Cabinet, par laquelle il sera établi quelles conséquences la loi en question aura pour les consommateurs; l'introduction éventuelle d'une nouvelle matière dans les écoles (suivant en cela les directives du Conseil de l'Europe; cf. DP 236) sous le signe général d'une « instruction des consommateurs », particulièrement conçue pour rendre ces derniers conscients de leurs droits (dans la foulée, les services compétents doivent déposer d'ici 1974 des propositions pour la fondation d'une « académie des consommateurs », chargée d'établir les bases scientifiques nécessaires à la formation et à l'information des consommateurs). Coiffant le tout, un projet de loi doit être élaboré, d'ici au printemps 1975, par le ministère de la justice et celui de l'économie conjointement, sur la réglementation générale du commerce de détail.

Sur le terrain ensuite, et de plus en plus fréquemment, les ménagères passent elles-mêmes à l'action. Ainsi à Dortmund, le centre nerveux de la

Westphalie, où quelques ménagères sont tout d'abord parties en guerre contre l'augmentation du prix du lait, du beurre et de la viande. Point de départ, une action de quartier où une ménagère prend l'initiative d'un boycottage du lait et du beurre; avec un tel écho que le commerce local baisse ses prix de 6 à 11 pfennigs. L'expérience fait boule de neige; et bientôt des faubourgs de Dortmund monte une nouvelle grève, cette fois contre le prix de la viande; le mouvement s'étend rapidement à Kamen, Unna, Wattenscheid, Essen, Düsseldorf et Cologne.

Devant la détermination des consommatrices, le gouvernement saisit la balle au bond. Le chancelier Brandt, dans une interview accordée au quotidien de Dortmund, « Westfälische Rundschau », déclare qu'il serait appréciable que les consommateurs ne se laissent pas faire facilement devant la montée des prix. Même prise de position du ministre fédéral de l'Alimentation et de l'Agriculture qui plaide pour une baisse du prix de la viande au détail, au moins proportionnelle à celle des prix du bétail, sur pied (et en effet, la situation l'imposait : en juillet 1972, les bouchers de Rhénanie-Westphalie achetaient le bœuf à l'abattoir au prix de 3,35 marks le kilo; en juillet 1973, le cours légal sur les marchés à bestiaux était de 3,20 à 3,25 le kilo; pendant la même période le prix au détail avait augmenté de 15 % environ).

L'entrée en lice des syndicats

Le développement le plus attendu aujourd'hui serait l'entrée en lice des syndicats. Déjà, les prises de position de principe favorables se multiplient. Heinz O. Vetter, président de la fédération des syndicats (DGB) proteste en ces termes des « bonnes intentions » de son organisation : « Il est certainement important de renforcer la prise de conscience des consommateurs de sorte qu'ils soient en mesure d'exercer une pression sur les prix par leur comportement lors d'un achat. Je ne peux que soutenir toute action qui renforce la prise de conscience du consommateur dans ce

sens et l'encourage à agir. Cette action irait tout à fait dans le sens de la fédération allemande des syndicats. Nous réfléchissons dans quelle mesure nous pouvons encourager ces initiatives d'une manière plus intense ». Pratiquement, la DGB envisage de soutenir les actions de boycottage au niveau de l'organisation, « si elles ont une certaine force ». L'automne sera chaud.

Sus aux gros intérêts

Sur le plan des principes, enfin, les associations de consommateurs n'hésitent pas à s'attaquer aux plus gros intérêts. Ainsi, le groupe de travail des consommateurs (AGV) vient-il de publier un programme visant à supprimer « toute publicité pour les boissons alcoolisées et pour le tabac dans tous les moyens de communication de masse ainsi que dans les autres supports publicitaires ».

Plus précisément ce plan demande :

- que les paquets de cigarettes portent une mention d'avertissement,
- que, sur les bouteilles de boissons alcoolisées, il soit fait appel à la modération,
- l'interdiction de la vente d'alcool dans les stations-service et en bordure de l'autoroute,
- une interdiction de fumer dans les grands bureaux,
- une partie réservée aux non-fumeurs dans les restaurants.

L'AGV voudrait également que le gouvernement intervienne au cas où ces mesures ne seraient pas prises volontairement. D'autre part, l'Etat devrait augmenter sa campagne de lutte contre les méfaits du tabac et de l'alcool et se servir pour cela des mass media. Il est d'autre part nécessaire de faire disparaître l'idée de la « virilité » du fumeur et du buveur.

A l'appui de ses thèses, l'AGV cite des statistiques impressionnantes (résumées ci-dessous par la « Frankfurter Neue Presse ») et qui méritent une rapide citation :

Les Allemands ont réduit en fumée 13 milliards de marks l'an passé et bu pour près de 30 milliards de marks : plus de 7 % du revenu national.

(l'Etat a encaissé 11 milliards du chiffre d'affaires de ces deux produits).

Au long de ce bilan de l'AGV, on compte 15 000 fumeurs qui ont dû être amputés d'une jambe, 50 000 personnes mortes du cancer du poumon, une quantité difficile à évaluer de troubles cardiovasculaires, ainsi que de nombreux cas d'invalidité et de morts précoces dus à la nicotine et à l'alcool. Les assurés sociaux et les contribuables doivent payer chaque année plusieurs millions pour les soins donnés à près d'un million d'alcooliques — dont 8 à 10 % sont des adolescents — et pour les cures de désintoxication nécessaires aux fumeurs.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Faites comme je dis...

Le quotidien « *Badener Tagblatt* » passe pour être l'une des publications les plus libérales de notre pays ; à tel point que le quotidien socialiste argovien avait même envisagé une collaboration avec ce journal à la suite des difficultés de la chaîne « *AZ* ». Or divers articles parus dans la presse alémanique jettent une ombre sur le libéralisme de l'éditeur en question. L'origine de l'affaire : le licenciement d'un jeune rédacteur et la publication d'un extrait de la lettre de licenciement dans l'organe du syndicat de journalistes affilié à la VPOD. Réaction de l'éditeur qui déclare que l'affiliation à ce syndicat n'est pas compatible avec le travail dans son entreprise. Premières retombées : deux rédacteurs résilient leur contrat, tandis qu'un autre membre de la rédaction quitte le syndicat. Commentaire de ce dernier : la liberté de la presse serait-elle seulement la liberté de l'éditeur ?

— La « *Neue Zürcher Zeitung* » (473) a publié les bonnes feuilles d'un nouvel ouvrage de l'historien Willi Gautschi sur les séjours de Lénine en Suisse « *Lenin als Emigrant in der Schweiz* ». La qualité des précédents ouvrages de Gautschi sur la grève générale de 1918 et l'intérêt des passa-

ges sélectionnés par la NZZ laissent bien augurer de ce nouveau travail sur l'homme d'Etat soviétique.

— Les Zurichois recevront sous peu un quotidien gratuit, puisque le « *Tagblatt der Stadt Zürich* » va être distribué à tous les ménages pour concurrencer le bi-hebdomadaire « *Züri-Leu* » sur le marché des annonces. « *Züri-Leu* » (éditions Jean Frey AG) existe depuis sept ans et prend de plus en plus d'ampleur, devient de plus en plus épais. D'où la réaction de l'organe officiel de la Municipalité qui va lutter sur le terrain de son rival en devenant à son tour gratuit (il sera distribué dès le début 1974 six fois par semaine dans les 170 00 boîtes aux lettres de la ville). Une mutation acceptée à contrecœur par les directions des cinq quotidiens de la ville, assurés pourtant d'émarger aux bénéficiaires du « *Tagblatt der Stadt Zürich* », si cet organe devait recevoir plus d'annonces que prévu (le gros des bénéficiaires allant dans la caisse publique). Une mutation qui n'en reste pas moins préoccupante, dans une période où les journaux d'opinion vacillent faute, précisément, de publicité.

— Dans le supplément hebdomadaire de la « *National Zeitung* », une étude du ministre ouest-allemand Ehrhard Eppler sur l'importance de la qualité de la vie, comme critère de développement.

GENÈVE

Une fausse surprise

Faute de moyens sans doute, « *Vigilance* » a mené une campagne électorale des plus discrète. C'est cependant ce groupement — peut-on l'appeler un parti ? — qui a apporté la plus grande surprise aux élections du Grand Conseil genevois. Avec près de 5000 suffrages sur 34 000 électeurs votants environ, il emporte en effet dix sièges sur les cent du nouveau législatif. Il les retrouve plus exactement, puisqu'il y a 8 ans cette formation avait déjà obtenu dix mandats, tous entièrement perdus 4 ans plus tard.

La télévision a fait peut-être une fleur à « *Vigilance* » en diffusant, 15 jours avant le scrutin, une

soirée Schwarzenbach qui fut un très grand spectacle. Il y a trois ans, Charles Dellberg n'avait pas eu cet honneur. Il est vrai qu'il était alors lui-même candidat au Conseil national... Mais la vraie propagande de « *Vigilance* », ce sont encore les partis bourgeois qui l'ont faite, radicaux et libéraux en tête, en dénonçant démagogiquement l'inflation et les dépenses exagérées de l'Etat, en excitant le mécontentement et en peignant le diable sur la muraille. Les apprentis sorciers qui ont cherché à utiliser les signes avant-coureurs de la crise de confiance, comme le Collège Henri-Dunant (DP 209), et le refus de toute augmentation de la fiscalité, peuvent aujourd'hui se frotter les mains. Les libéraux ont perdu deux sièges, les radicaux, qui augmentent cependant en pourcentage relatif, deux, et les démo-chrétiens trois. Ce dernier parti semble donc n'avoir pas réussi sur le plan genevois la cure de rajeunissement et de dynamisme qu'aurait mené à bien cette formation sur le plan national.

Un pas en avant, deux pas en arrière. Le rapport des forces politiques redevient au Parlement genevois ce qu'il était il y a huit ans. Et les députés de « *Vigilance* » pourront faire une fois de plus la preuve de leur insignifiance et de leur inefficacité, avant d'être balayés comme il y a quatre ans. Dérisoire apparition d'un malaise profond, dont témoigne de façon plus éclatante encore la baisse continue de la participation électorale. Les partis, qui ont voté en 1969 à grands frais une enquête sur l'abstentionnisme, seraient donc bien inspirés de commencer la lecture de ce document et d'en tirer les conclusions.

La gauche n'a guère mieux résisté, puisque le Parti du travail perd un siège et les socialistes deux. Double défaut de crédibilité qui se paie aujourd'hui. Au niveau d'alternatives claires par rapport aux positions des partis bourgeois. Mais aussi au niveau du travail des militants. Car un parti, ce n'est pas qu'un comité électoral, ni qu'un laboratoire d'idées. C'est aussi, dans les quartiers et sur les lieux de travail, une présence vivante, active et permanente.

Solidarité avec le Chili: pour qu'il reste des traces de trois ans d'histoire d'Unité populaire

Normalisation sanglante au Chili : jour après jour nous bouleversent des images accablantes sur les exécutions sommaires, les déportations, les emprisonnements arbitraires auxquels se livrent les nouveaux maîtres de Santiago.

Sans nul doute, l'heure est-elle à la solidarité active avec le peuple chilien. Mais les mouvements, en Suisse, tardent à s'organiser, comme si l'excès de brutalités avait anesthésié les meilleures volontés. Qui plus est, une certaine « raison » triomphe à la longue, faite de prudence et de résignation. Ainsi, les explications concernant la réserve manifestée par notre ambassadeur au Chili ont-elles eu gain de cause ; alors que la même retenue eût pu paralyser l'ambassadeur de Suède par exemple, que l'on a vu dans les jours les plus chauds multiplier les voyages en voiture en plein cœur de la capitale chilienne pour mettre en sûreté des réfugiés, ou l'ambassadeur de Panama, dont le logement était à ce point bondé de personnes dont la vie était en danger, que l'on y dormait par rotation de quatre heures. Pour ne citer que ces deux personnages en vue.

Certes, le bilan de la répression pèse sur les esprits ; mais on n'imagine pas encore de quelle façon concrète agir.

Et là, comment ne pas s'étonner du silence de la grande majorité des universitaires suisses devant le remplacement de leurs collègues chiliens par des militaires, devant la mise sous tutelle de toutes les académies par l'armée ?

Mais il y a davantage, et plus concret ! Des témoignages personnels nous sont parvenus, nous parviennent, corroborés par les analyses des journalistes, et qui convergent vers un diagnostic : les généraux chiliens effacent trois ans d'histoire.

Un ami nous écrit de Santiago, via Buenos-Aires : « Il devient chaque jour plus difficile de protéger la production culturelle chilienne de ces trois der-

nières années ; et des bibliothèques entières de Chiliens ou d'étrangers sont détruites quotidiennement par le feu.

» Il est pourtant nécessaire de procéder à une récupération systématique de tout ce qui est publications (journaux, livres, tracts, revues, affiches), films ou photographies, disques et bandes enregistrées, notes et travaux académiques.

» La Ford Foundation a déjà trouvé des canaux pour « rapatrier » des bibliothèques et des travaux académiques.

» Toutefois, il reste d'innombrables Chiliens et étrangers qui ont enterré dans leur jardin, publications, films et bandes enregistrées, et qui n'attendent que la possibilité de les faire sortir du pays.

» La solution de ce problème est urgente, car nombreux sont ceux qui se voient contraints de détruire ce genre de documents, ou de les remettre en mains peu sûres pour se protéger ; et chaque jour, il est plus difficile d'entrer en contact avec eux ou de transporter le matériel sans mettre des vies en danger. »

VAUD

Cocohérent

On a appris, par les comptes rendus du Parti radical, que l'entente vaudoise serait resserrée afin qu'un gouvernement fort (sic) puisse disposer d'une majorité cohérente (sic).

Ceux qui ont assisté, lors de la dernière session du Grand Conseil, aux discussions sur le droit foncier et le droit de préemption des fermiers, auront admiré ce cocorico pré-électoral.

Le conseiller d'Etat Debétaz a en effet largement puisé dans les voix de la gauche pour faire passer le préavis du Conseil d'Etat.

Si la majorité bourgeoise avait été cohérente, il aurait pu remballer son projet progressiste.

Dès lors, une tâche parmi d'autres s'impose en Suisse, que l'on soit historien ou non, spécialiste des sciences politiques ou non (les canaux universitaires pourraient être pourtant spécialement efficaces), la mission du DPF paraît s'éclaircir au-delà du maintien des intérêts économiques helvétiques : il s'agit de favoriser par tous les moyens possibles la conservation des témoignages de l'histoire chilienne de ces dernières années :

— Au premier chef, faire un devoir à l'ambassadeur suisse à Santiago de stocker, de protéger et d'acheminer tout le matériel significatif qui pourrait être collecté sur place (parallèlement, l'inventaire des documents déjà parvenus en Suisse depuis 1971 est à faire).

— Réunir des crédits pour acheter (au marché noir, les possibilités existent encore) ce qui dans le commerce est en voie de disparition.

— Concentrer, ensuite, et travailler ce matériel en Suisse, pour le mettre à disposition, tant des réfugiés chiliens, que des centres académiques suisses et européens, en vue de traductions et de nouvelles publications des éléments les plus importants.

Ce, en sus de tous nos efforts pour arrêter le massacre.

Qui examine les principaux thèmes en question constate que, pour que le gouvernement soit efficace face à un Parlement aux réflexes conservateurs, il vaut mieux que la majorité bourgeoise ne soit pas cohérente.

C'est connu de tout un chacun. A commencer par les responsables radicaux. Alors pourquoi donnent-ils dans ce bla-bla-bla ? A moins qu'ils ne rêvent d'un conservatisme de droite.

On constate que, par l'action concertée des partis bourgeois (action à laquelle la presse traditionnelle n'a pas manqué de donner une ampleur inhabituelle) s'ouvre une campagne pour « faire mouser » l'affaire. Ne fût-ce que pour dégonfler ces ballons de baudruche, nous reviendrons sur le sujet.